



L'absence de vision

FORCE EST DE CONSTATER que près de huit ans après son arrivée au pouvoir à Québec, l'équipe gouvernementale n'a toujours pas su faire preuve de cohérence et de vision en ce qui a trait à la gestion du réseau de la santé. Au contraire, plus le temps passe et plus les exemples de contradictions et d'improvisations s'accumulent, laissant souvent bouche bée les observateurs avertis et les principaux acteurs concernés, soit les patients et le personnel soignant.

Comme exemple récent d'improvisation notable, il suffit d'abord de penser à la volonté gouvernementale de créer des cliniques d'accueil de grippe au mois de... janvier ! Pourtant, prévoir que le virus de la grippe affligerait, cet hiver encore, des milliers de personnes était aussi prévisible que l'arrivée du Nouvel An le premier janvier. Alors pourquoi, dans ce contexte, les autorités gouvernementales n'ont-elles rien prévu de spécifique à l'automne sur le plan de l'organisation des services ? D'autant plus que l'on sait, grâce à l'expérience de l'an dernier avec le virus A (H1N1), qu'au moins deux mois de travail sont nécessaires au préalable dans la plupart des milieux pour réussir un tel déploiement ? Et surtout pourquoi un relâchement de la Santé publique cet automne dans les campagnes de promotion de la vaccination et d'information sur les règles à suivre pour éviter la grippe ?

La situation dans les urgences est un autre bel exemple d'improvisation constante. Les crises ponctuelles qui y sévissent sont, encore là, généralement prévisibles et les raisons sous-jacentes, connues : pénurie de médecins de famille, accès difficile aux consultations spécialisées et aux plateaux techniques, manque de lits disponibles sur les étages, pénurie de places en hébergement et en soins de longue durée dans la collectivité, etc. Encore une fois, on laisse toujours la situation se détériorer jusqu'à ce qu'elle devienne intenable et qu'elle fasse la une des médias. On préfère réagir à la crise plutôt qu'investir judicieusement en amont et en aval afin de la prévenir ! Pourquoi agir de la sorte alors que des solutions existent ?

Par ailleurs, difficile de parler d'improvisations et de contradictions gouvernementales sans mentionner l'absence de gestes concrets du gouvernement pour améliorer l'accès aux soins de première ligne. Malgré le fait que ses représentants jurent sur toutes les tribunes que l'accès à un médecin de famille est la priorité des priorités du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), l'investissement public dans les soins de première ligne dans la collectivité ne représente toujours que 3 % de l'ensemble du budget du MSSS. De plus, les diverses mesures coercitives en place, comme

les activités médicales particulières, découragent à la base même, la prise en charge et le suivi de patients. Enfin, si on ajoute à cela le contenu ridicule et méprisant de la première offre gouvernementale en vue du renouvellement de l'Entente générale régissant nos conditions de travail, on voit une indication supplémentaire de l'incohérence et de l'absence de vision chronique de notre cher gouvernement.

Évidemment, de tels constats peuvent conduire au découragement. Toutefois,

les enjeux sont trop importants pour l'avenir de la médecine familiale et la santé des Québécois pour que nous baissions les bras devant l'inertie gouvernementale. Alors, nous continuerons à mener la bataille en 2011, en votre nom et en celui de nos patients, sur tous les plans (professionnel, politique et médiatique) afin que le gouvernement aperçoive enfin la lumière de la logique et du gros bon sens en investissant comme il se doit en première ligne. Il est fort possible que, pour y arriver, les représentants gouvernementaux doivent renoncer à leurs vieilles habitudes et doivent exceptionnellement faire preuve de vision. Je suis convaincu qu'en pareil cas, les Québécois apprécieront et sauront rapidement pardonner !

Le président,

D^r Louis Godin

Le 18 janvier 2011